



# A R R Ê T

D E L A C O U R

## D E P A R L E M E N T,

*QUI homologue une Ordonnance rendue le 26  
Août 1789, par les Officiers du Bailliage de  
Saint-Pierre-le-Moutier, portant défenses de faire  
usage de paille pour la couverture des bâtimens,  
lesquels ne pourront être à l'avenir couverts qu'en  
tuiles.*

### EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

*Du sept Septembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.*

**V**U par la Cour la Requête présentée par le Procureur  
Général du Roi, contenant que le 26 Août 1789, les  
Officiers du Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier ont rendu une  
Ordonnance qui fait défenses de faire usage de paille pour la  
couverture des bâtimens qui seront construits à l'avenir dans  
la ville & fauxbourgs de Saint-Pierre-le-Moutier; ordonne  
que lesdits bâtimens, ensemble ceux qu'il sera nécessaire de  
rétablir, ne pourront être couverts qu'en tuiles, sous les  
peines portées par ladite Ordonnance; comme les disposi-  
tions de cette Ordonnance sont conformes à celles de plu-

*Nièvre*



seurs Réglemens faits par la Cour, notamment d'un Arrêt du 11 Avril 1788, & tendant à conserver les propriétés des habitans de ladite ville de Saint-Pierre-le-Moutier, le Procureur Général du Roi proposera à la Cour d'en assurer l'exécution par son autorité : A CES CAUSES requéroit le Procureur Général du Roi, qu'il plût à la Cour ordonner que ladite Ordonnance du 26 Août 1789, sera homologuée pour être exécutée selon sa forme & teneur; enjoindre à tous Huissiers & Sergens d'assister les Commissaires de Police, lorsqu'ils en seront requis, & aux Officiers & Cavaliers de Maréchaussée de prêter main-forte en cas de besoin pour l'exécution de ladite Ordonnance; ordonner que l'Arrêt à intervenir, ensemble ladite Ordonnance, seront imprimés, publiés & affichés par-tout où besoin sera, & notamment dans la ville & fauxbourgs de Saint-Pierre-le-Moutier: vu aussi ladite Ordonnance attachée à ladite Requête signée du Procureur Général du Roi.

*SUIT LA TENEUR DE LADITE ORDONNANCE.*

*Extrait des Registres de Police de la ville de Saint-Pierre-le-Moutier.*

Cejourd'hui vingt-six Août mil sept cent quatre-vingt-neuf, heure de dix du matin.

La Compagnie des Conseillers du Bailliage Royal du Nivernois & Siège Présidial de la ville de Saint-Pierre-le-Moutier assemblée en la Chambre du Conseil, a comparu le Procureur du Roi, qui a dit que, dans les différens fauxbourgs de cette ville, il y a beaucoup de maisons couvertes



en paille, que la plupart menacent une ruine prochaine ; que cette espece de couverture peut occasionner des incendies fréquents, qu'elle donne même beaucoup d'inquiétude aux Propriétaires voisins des maisons qui sont couvertes en paille ; que cette même espece de couverture paroît être aujourd'hui proscrite dans les Villes par trois Arrêts récents, rendus pour les Villes de Jarnage, du bourg d'Oisemont & de la Ville de Rue, en date des 23 Août 1785, 7 Août 1787 & 11 Avril 1788 ; dans ces circonstances, ledit Procureur du Roi croit devoir requérir qu'il soit fait défenses à tous les Habitans & Propriétaires de cette ville & fauxbourgs, de faire usage de paille pour les couvertures de leurs bâtimens ; qu'ils soient tenus, lorsqu'il sera nécessaire de rétablir lescdites maisons & de les faire recouvrir, qu'elles le soient en tuiles, à peine de cinquante livres d'amende & de démolition de leurs réparations & même reconstruction qui auroient pu être faites, & de tous dépens.

SUR QUOI faisant droit, faisons défenses à toutes personnes de telles qualités & conditions qu'elles soient, & habitans en cette ville & fauxbourgs, de construire à l'avenir aucune couverture en paille, à peine de cinquante livres d'amende ; quant à celles construites jusqu'à ce jour, ordonnons qu'à fur & à mesure de leur défectuosité, & lorsqu'il sera nécessaire de les faire rétablir, elles ne pourront l'être qu'en tuiles, sous les mêmes peines ci-dessus : Mandons aux Commissaires & enjoignons à l'Huissier de Police de tenir la main à l'exécution du présent Règlement, lequel sera suivi & exécuté, s'agissant de fait de Police, nonobstant opposition ou appellation quelconque, comme aussi lu, publié, affiché & signifié



4  
à qui il appartiendra à la requête, poursuite & diligence du  
Procureur du Roi. Fait & délibéré par nous Etienne-Marie  
Dubost du Rozaux, Conseiller du Roi, Lieutenant Criminel  
au Bailliage Royal du Nivernois & Siège Présidial de la ville  
de Saint-Pierre-le-Moutier; Gabriel-Jean Meure, Conseiller,  
Lieutenant Particulier; Jean-Louis Perrot, Lieutenant-Affes-  
seur; & Jean-François Gourjon, Conseiller auxdits Sièges,  
lesdits jour & an que dessus. *Signé LAPRA*, avec paraphe.  
Contrôlé, reçu onze livres. Délivré à M. le Procureur du  
Roi, lui ce requérant en cette forme, *signé LAPRA*.

Scellé à Saint-Pierre-le-Moutier le vingt-six Août mil sept  
cent quatre-vingt-neuf, *signé BONNAU DE NIVERNAIS*.

Oui le rapport de M<sup>e</sup> Tandeau, Conseiller: Tout con-  
sidéré.

LA COUR a homologué & homologue l'Ordonnance  
dont il s'agit, pour être exécutée selon sa forme & teneur;  
enjoint à tous Huissiers & Sergens d'assister les Commissaires  
de Police, lorsqu'ils en seront requis, & aux Officiers & aux  
Cavaliers de Maréchaussée de prêter main-forte en cas de  
besoin pour l'exécution de ladite Ordonnance; ordonne que  
le présent Arrêt, ensemble ladite Ordonnance, seront im-  
primés, publiés & affichés par-tout où besoin sera, & no-  
tamment dans la ville & fauxbourgs de Saint-Pierre-le-Mou-  
tier. Fait en Parlement le sept Septembre mil sept cent  
quatre-vingt-neuf, Collationné LUTTON.

*Signé DUFRANC.*

---

A PARIS, chez N. H. NYON, Imprimeur du Parlement,  
*rue Mignon Saint-André-des-Arcs. 1789.*